



lundi 6 septembre 2004

## **EXERCICE DE STYLE CHEZ EDF :**

### **Comment faire cohabiter rentabilité et sûreté du parc Nucléaire?**

**EDF a choisi d'ouvrir le marché du contrôle des générateurs de vapeur à WESTINGHOUSE au travers de sa filiale Logitest et ce au terme d'un appel d'offre qui a abouti à une baisse des prix de 50%. Comment ne pas craindre une baisse de la qualité des prestations au vu de l'ampleur des réductions des coûts réclamées par le client?**

Réduire le budget de maintenance du parc n'a pas de sens. En effet l'une des options d'EDF est de prolonger la durée de vie de ses installations.

300 salariés (dont 120 chez Intercontrôle) sont menacés par ce changement de donne. Les conditions d'exercice du métier et de maintien de ses compétences sur le territoire français seront impactées. En baissant ses prix de 50%, pour le plus grand profit d'EDF l'américain Westinghouse, après avoir pris le contrôle de la société Logitest, crée les conditions d'un affrontement sans limite parmi les entreprises concurrentes du secteur : Cegelec, Intercontrôle. Les salariés de ces 3 entreprises en assumeront le prix.

Conséquences prévisibles :

- Utilisation de l'espace européen pour s'affranchir des contraintes du code du travail français en vue de peser sur les coûts de personnel à travers la prise de contrôle de Logitest par Westinghouse. Ce qui entraînera une recherche d'optimisation par l'ensemble des opérateurs. Quelles seront les garanties de suivis médicaux et sociaux des salariés migrants dans ces conditions ? De plus se pose la question de la désignation des organismes de contrôle du respect des normes sociales ?
- Cela affectera le volume de l'emploi, les ressources salariales et fiscales nationales. Entraînera une intervention de personnels migrants en lieu et place des salariés déjà présents sur l'activité, une diminution de la masse salariale réinvestie sur le territoire national, Taxe Professionnelle et fiscalité sur le résultat échappant au prélèvement en France.
- Impactera le maintien des moyens de formation et l'adaptation des équipements industriels, le maintien du tissu industriel Français. Dès lors qu'existent sur les places internationales les personnels qualifiés et que les débouchés nationaux ne sont pas assurés, l'Etat assurera t-il les formations nécessaires et les entreprises les investissements dans les équipements nécessaires ?

La faiblesse des régulations européennes fait le lit de l'instabilité des entreprises et des conditions faites aux salariés.

### **L'aspect sûreté est essentiel au développement durable de la filière nucléaire et à son acceptabilité.**

Nous estimons que les pressions sur les coûts, plus que les liens entre constructeurs et contrôleurs portent un risque certain de voir cette sûreté se dégrader. A travers l'appel d'offre sur le contrôle et au-delà c'est l'ensemble des activités de maintenance, d'assainissement et de services à l'exploitation qui est visé.

A notre sens la puissance publique ne peut s'affranchir de réglementer ce type de prestation. En effet la course à la rentabilité ne doit pas primer sur la sécurité des citoyens

Contacts :      Guy BRUNO                      Coordonnateur CFE -CGC du Groupe AREVA                      06 07 54 82 64  
                         Alain ROUMIER                      Coordonnateur CGT du Groupe AREVA                                      06 32 63 54 43